

## MON PROJET DE SOCIOLOGIE (1985)

Un principe essentiel m'inspire en tant qu'acteur social/sociologue : contribuer à l'élaboration d'une sociologie qui prenne en réelle considération la *personne*. D'où d'ailleurs le titre que, songeant au thème général de ce colloque, j'ai donné « 1984 ... et alors ? » à mon exposé : « *La sociologie... et la personne ?* ». Titre quelque peu provocateur, car je n'ignore pas que de nombreux sociologues s'efforcent d'intégrer la personne dans leurs théories, ni que ce concept de « personne », comme tel, est considéré comme plutôt suspect par de non moins nombreux sociologues – vu ses connotations psychologiques, philosophiques et morales. En lui accordant cette place de choix, j'ai personnellement souhaité marquer deux choses. La première est précisément la nécessité pour la sociologie d'attribuer une place essentielle, dans ses analyses et théories, à ces deux disciplines voisines, naguère refoulées au nom d'un rationalisme et d'un positivisme triomphants : la psychologie et la philosophie. Ce faisant, je suis d'ailleurs fidèle aux leçons que nous a données notre président fondateur Georges Gurvitch, qui n'avait pas de mots assez durs pour stigmatiser les quantophrènes qui pullulent sur le terreau de la sociologie empirique.

La deuxième chose que je souhaitais souligner par ce titre, c'est l'importance de l'affectif, de l'irrationnel, du subjectif dans la vie des systèmes sociaux qui, jusqu'à nouvel ordre, demeurent des systèmes de relations sociales, des systèmes d'action, des systèmes de pouvoir. Et cela en recourant au concept de « personne » de préférence à celui d'individu. Certes notre colloque se consacre à la multiplicité foisonnante des rapports dialectiques entre l'individu et la machine sociale. Mais il me paraît qu'au-delà de cet individu – notion qui renvoie à une image de social atomisé, émietté, éclaté, isolé – la sociologie devrait faire une meilleure place à l'idée de la « personne » – notion à mes yeux plus globale, plus reliante, plus proche de ces phénomènes sociaux et psychiques totaux dont nous savons depuis Mauss et Gurvitch qu'ils devraient constituer notre objet de recherche privilégié. Notion qui devrait aussi, me semble-t-il, s'inscrire dans la construction de cette « *sociologie existentielle* » dont notre ami Edward Tiryakian s'est fait en son temps l'éloquent avocat.

Comment avancer dans cette voie parsemée d'embûches évidentes ? Comment réintroduire la personne dans nos systèmes théoriques, la vie et les émotions dans nos modèles sociologiques ? Ou, pour parler comme Claude Javeau, comment faire entendre le petit murmure de la personne face au grand bruit du monde, c'est-à-dire de la société ? Quelles pistes pouvons-nous explorer, en quête d'une sociologie à l'aune des lendemains qui s'annoncent ?

Je voudrais vous en suggérer six que, selon vos goûts personnels, vous déciderez peut-être d'explorer ou d'ignorer : celles de la théorie, des concepts, de la recherche, de l'action, de la profession et de la formation.

*Première piste. Du côté de la théorie : vers une sociologie existentielle*

Signe des temps : de toutes parts prolifèrent les plaidoyers en faveur de sociologies échappant au déterminisme rationaliste. La liberté de l'être humain – thème à la mode s'il en est – retrouve une place de choix au cœur des analyses et des modèles. L'individu est proclamé point de départ de l'exploration, point de passage de la compréhension, point d'arrivée de l'interprétation. Le sujet se voit rétabli dans ses droits, lui que l'objectivisme scientifique avait refoulé dans les zones interdites de la noble théorie. La personne est toujours exilée, mais le retour de l'acteur est annoncé – sérieux sociologique oblige.

Mais de quel acteur s'agit-il ? De quelle action est-il porteur ?

La sociologie de l'action a certes le vent en poupe. Chacun y va de la sienne, avec plus ou moins de conviction et de visées impérialistes. Sans aller jusqu'à évoquer Marx et Weber, Pareto et Parsons, qu'y a-t-il de commun entre celles de Popper, Schütz, Boudon et Touraine ? Bien peu de choses assurément.

Du côté de l'acteur, la prolifération est encore plus considérable. Il y a l'acteur tourainien, sujet historique producteur de sociétés et de mouvements ; l'acteur croziérien, stratégie maximisant son pouvoir dans le système par la gestion des zones d'incertitude ; l'acteur goffmannien jouant son rôle sur la scène de la vie quotidienne ; l'acteur morénien recherchant son identité à travers psychodrames et sociodrames... et puis il y a tous ceux que, faute de temps, je renonce à citer. Ainsi promu au rang d'acteur social, l'individu est situé sociologiquement : il se voit donc reconnu un droit d'immigration dans la communauté des concepts d'appellation sociologique contrôlée.

La personne, elle, continue à subir les assauts xénophobes des milices anti-psychologiques et anti-philosophiques. Il est vrai que les thèses de Carl Rogers – chantre fervent de son développement – pèchent par de graves lacunes sociologiques, par une absence de relativisme socioculturel. Il n'empêche. Le combat de ce même Rogers contre les thèses bien plus contestables de son adversaire en psychologie, Skinner, mérite mieux que le mépris affiché par d'aucuns à son égard. Skinner, professeur à Harvard et néanmoins auteur de sociologie-fiction comme Orwell, n'a-t-il pas, dans son livre « *Walden Two* », plaidé avec ardeur pour la planification des personnalités et le contrôle du caractère, par des méthodes « scientifiques » de conditionnement mental ?

Écoutons-le, à travers les propos de son héros :

*« Nous pouvons obtenir une sorte de contrôle par lequel les sujets qui sont contrôlés... néanmoins se sentiront libres. Ils feront ce qu'ils désirent, non ce qu'ils seront forcés de faire. C'est la source terrible du renforcement positif: pas de contrainte, pas de révolte. Grâce à un plan culturel mûrement réfléchi, nous ne contrôlons pas le comportement final, mais l'envie de se comporter : les motifs, les désirs, les souhaits. Chose curieuse à signaler, dans ce cas la question de la liberté ne se pose jamais<sup>1</sup> ».*

---

<sup>1</sup> B. Skinner, *Walden Two*, New York, Mac Millan, 1948.

De façon caricaturale, Skinner pousse au terme de sa logique la conception positiviste, rationaliste de l'homme en société. Toute sa science psychologique est fondée, selon ses propres termes, sur l'hypothèse que « l'homme n'est pas libre », qu'il est déterminé par des causes toutes extérieures à lui. La personne a disparu, seul subsiste l'individu d'Orange Mécanique ou de Brazil, du Meilleur des Mondes ou de l'Etat Unique imaginé par Zamiatine, prédestiné à toutes les formes plus ou moins subtiles de reconditionnement au bonheur sans histoire, c'est-à-dire sans passions ni conflits.

A cette psychologie skinnérienne, Rogers oppose sa psychologie humaniste affirmant, elle, la liberté de l'homme, œuvrant au développement de la personne, à partir d'une conception de celle-ci comme être en devenir, capable d'acquérir des connaissances, de nouer des relations, de découvrir de nouveaux modes d'existence, d'assumer les angoisses liées à l'exercice de la liberté. Dans *Walden Two*, Skinner nous vante une sorte de Meilleur des Mondes, qui aurait beaucoup de chances de devenir le pire des « 1984 ». Rogers, lui, n'a pas écrit de roman de sociologie-fiction. Mais ses idées n'en ont pas moins fait leur chemin au creux du système social. Pour déboucher au grand jour en Mai 68. Dans un premier temps tout au moins : les événements d'alors ont en effet constitué un formidable soulèvement contre les tendances bureaucratiques à l'œuvre au sein de nos sociétés, contre le poids des appareils, des sciences et des techniques de tous acabits. Il y aurait certes beaucoup à dire sur les déviations ultérieures du mouvement, notamment dans le sens d'un retour en force des tentations totalitaires. Ce n'est point le lieu ici. Contentons-nous de souligner l'importance capitale, à mes yeux, de trois contributions du courant rogérien, lequel, à cet égard, s'inscrit dans le prolongement direct des pénétrantes analyses de Proud'hon :

- 1) l'accent mis sur la notion de personne et sur l'action visant à son développement ;
- 2) l'importance des relations interpersonnelles et du dialogue pour l'existence de la personne ;
- 3) le caractère des petits groupes et des communautés à taille humaine, médiateurs effectifs entre l'individu et l'Etat.

Or, que n'ont pas manqué de souligner plusieurs d'entre nous au cours de ces journées en 1985 à une réévaluation de l'œuvre d'Orwel ? Précisément que ces micro-sociétés, les groupes et les communautés, sont terriblement absentes dans le roman « 1984 ». Ce qui, en soi, est tout à fait logique : le totalitarisme primaire se bâtit sur la « vaporisation » (pour parler comme Orwell) de ces groupes intermédiaires, sur la rencontre immédiate de l'individu et de l'Etat.

Résumons-nous.

La sociologie que j'appelle de mes vœux et que je souhaite contribuer à élaborer est une sociologie existentielle, humaniste, personnaliste.

Dans cette ligne, quelques principes directeurs me paraissent pouvoir être posés. J'en citerai cinq à ce stade :

1) cette sociologie sera compréhensive, au sens wébérien, plutôt qu'explicative ; elle visera à saisir par intuition interne, à prendre un contact existentiel avec l'essence des phénomènes plutôt que de rationaliser, décortiquer des relations ; elle « approchera », saisira et décrira les phénomènes humains et sociaux pour ce qu'ils sont : des « phénomènes totaux » ;

2) cette sociologie recherchera des modes de coopération mutuellement bénéfiques avec des disciplines proches telles la philosophie, la littérature et la psychologie (coopération dont nous avons donné l'exemple en organisant notre colloque autour du 1984 d'Orwell) ;

3) cette sociologie accordera une attention toute particulière à la dynamique des groupes de base, au sein desquels se pétrit la dialectique complexe et souvent paradoxale du personnel, du communautaire et du sociétaire ;

4) cette sociologie, qui se veut proche de l'expérience humaine, ne pourra faire l'économie d'une réflexion sur la nécessité de méthodes originales d'interprétation des faits sociaux, méthodes qui seraient moins inspirées par le modèle quantitatif propre aux sciences de la nature que par un modèle qualitatif (les paradoxes, par exemple) inspiré de la philosophie ou de certaines psychologies ;

5) cette sociologie sera dialectique, mettant en œuvre les cinq procédés opératoires chers à Georges Gurwitsch : la complémentarité, l'implication mutuelle, l'ambiguïté, la polarisation et la réciprocité des perspectives.

#### *Deuxième piste. Du côté des concepts : la reliance*

A sociologie nouvelle ou renouvelée, concept nouveau.

Je propose, pour l'élaboration de cette sociologie existentielle, de placer au centre des réflexions la notion de « *reliance* », en particulier de « *reliance sociale* », qu'en d'autres occasions j'ai été amené à définir comme :

*« l'acte – ou l'état qui en résulte – de créer ou de recréer des liens, d'établir ou de rétablir une liaison entre des acteurs sociaux séparés, dont l'un au moins est une personne ; de réunir, mettre ou remettre en rapport ou en communication des acteurs distincts, disjoints ou séparés ».*

Notons ici que l'acte de re-lie implique toujours une médiation, un système médiateur. Les acteurs sociaux sont à la fois liés (ils ont des liens directs entre eux) et re-liés par un ou des systèmes médiateurs (qu'il s'agisse soit d'une institution sociale, soit d'un système culturel de signes ou de représentations collectives). Dans la relation intervient un troisième terme. Naissent ainsi ce qu'Eugène Dupréel, sociologue belge éminent, dont le nom a été donné à cette salle, a appelé des « rapports sociaux *complémentaires* »<sup>2</sup>. Compte tenu de ces précisions, nous pouvons affiner notre définition de la *reliance sociale*, laquelle devient « la production de rapports sociaux médiatisés, complémentaires, ainsi que le résultat de cette production ».

---

<sup>2</sup> Eugène Dupréel, *Sociologie générale*, Paris, PUF, 1948, p. 17.

Ce concept de « reliance », bien évidemment, est le frère jumeau antithétique de celui de déliance dont j'ai évoqué tout à l'heure les différentes dimensions (sociale, psychologique, cosmique, ontologique). Il me paraît mériter de devenir un jour ce que Jean Maisonneuve appelle une « notion-source transpécifique », c'est-à-dire une notion échappant à un seul champ disciplinaire, une notion médiatrice se situant à la jonction même du mental et du social, de l'individuel et du collectif, « à la fois matrice d'une série de notions qui s'y rattachent en la spécifiant et axe d'un ensemble d'investigations empiriques et de constructions théoriques à moyenne portée »<sup>3</sup>.

Pourquoi lui souhaiter un tel avenir, pourquoi lui offrir ce rôle privilégié dans l'élaboration d'une sociologie existentielle ? Tout d'abord parce que cette notion me paraît essentielle pour comprendre les carences, les malaises, les mutations et le devenir d'une société contemporaine qui peut être ressentie comme une machine à délier.

Ensuite parce qu'elle me paraît proche de celle de « socialité » dont Michel Maffesoli s'est institué le parrain, dont Alain Touraine décrétait il y a peu qu'elle était le principe unificateur au centre de la sociologie, et dont les affinités avec celle de reliance mériteraient d'être creusées.

Puis encore parce qu'elle recouvre des aspirations émergentes au sein de la foule solitaire.

Enfin parce qu'une sociologie de type existentiel aurait précisément pour vocation de « relier » tant de pôles dialectiquement séparés par la sociologie classique, tels l'essence et l'existence, le subjectif et l'objectif, l'observant et l'observé, la recherche et l'action.

Mais nous voici déjà sur la troisième piste que je me propose de baliser à votre intention.

#### *Troisième piste. Du côté de la recherche : la recherche-action*

Sur cette piste, un nouveau mode de recherche, vivement controversé, tente de se frayer un chemin vers la reconnaissance académique. Je veux parler de la « *recherche-action* ».

L'essor récent de l'idée de « recherche-action » – je développe ici quelques propos que j'avais avancés lors de la clôture de notre précédent colloque – n'est pas le fruit du hasard. Son émergence et son audience répondent aux carences de la raison simplifiante et aux excès des rationalisations déliantes.

La recherche-action a en effet pour vocation de relier ce que la recherche classique tend à séparer : la théorie et la pratique, la recherche et l'action, le psychologique et le social, l'affectif et l'intellectuel, le savoir en train de se concevoir et la réalité en train de se construire. Elle se situe donc bien dans le droit fil d'une sociologie existentielle.

---

<sup>3</sup> Jean Maisonneuve, *Introduction à la psychosociologie*, Paris, PUF, 1973, p. 45.

La recherche-action explore un terrain où pourront s'enraciner ces « nouvelles alliances » dont la conclusion nous a paru urgente :

- entre le travail théorique et le travail pratique,
- entre les activités de recherche et les activités d'aide à la prise de décision,
- entre l'université et les milieux extérieurs,
- entre le discours sur la réalité et le concours à l'évolution de cette réalité,
- entre les diverses sciences humaines (sociologie, psychologie, histoire, économie) dans la mesure où elle implique un travail avec des personnes vivant une histoire particulière au sein de systèmes socio-économiques spécifiques,
- entre les sciences de la nature et les sciences de l'homme, dans la mesure où se rejoignent au sein des unes et des autres des préoccupations similaires visant à prendre en compte le système de relations entre investigateurs et investigués.

La recherche-action, par sa nature, tend à rendre caducs les clivages inhérents à la recherche classique :

- elle vise à relier dans une même démarche recherche fondamentale et recherche appliquée, à contribuer au développement de la recherche fondamentale à partir et à travers des applications pratiques ou du moins à partir et à travers des actions concrètes dûment analysées et contrôlées;
- elle vise à réduire toute distance purement « défensive » entre le chercheur et ses objets d'investigation, à garder certes un certain recul indispensable à l'analyse objective mais sans ignorer que les faits sociaux, s'il faut les traiter comme des choses, sont plus que des choses: des systèmes composés d'êtres humains<sup>4</sup> ;
- elle implique, dans sa logique, un dialogue permanent entre les concepteurs et les exécutants d'une recherche, une association constante des uns et des autres à l'élaboration des différentes phases de la recherche et de l'action ;
- elle implique également la prise en considération par le chercheur de son « équation personnelle », de son système de valeurs et de ses déterminations psychoculturelles, dans la dynamique du processus de recherche et d'action.

Mais elle n'est pas qu'un outil de mutation scientifique : fidèle à sa logique propre, elle est en même temps et dans le même mouvement, un outil de mutation sociale. En effet, dans la mesure où elle tend à réduire la distance entre le savoir du théoricien et l'expérience du praticien, elle implique une action en faveur du développement des capacités relationnelles et institutionnelles des acteurs sociaux, c'est-à-dire de leur capacité à gérer les systèmes vivants dont ils font partie. Elle constitue donc un outil susceptible de favoriser la reliance entre acteurs sociaux, et leur reliance au produit de leur action sociale. En cela elle constitue l'instrument de base d'une nouvelle forme de sociologie appliquée, de ce que, après d'autres, mais dans un sens quelque peu différent, j'ai essayé de définir comme une « *socianalyse* ».

---

<sup>4</sup> Écoutons une fois encore ce qu'écrivent dans le même esprit, Ilya Prigogine et Isabelle Stengers : « *Si, par des chemins différents, science et philosophie doivent pouvoir se rencontrer, et mettre fin à une opposition qui brise notre culture, si la science doit pouvoir apparaître comme une démarche à laquelle la culture est partie prenante, et non comme une opération lointaine et médusante, inaccessible, il faut que prenne fin le règne de l'abstraction qui aboutit à figer l'objet en face du sujet* », op. cit., p. 112.

#### *Quatrième piste. Du côté de l'action : une socialanalyse*

De quoi s'agit-il ?

Partons, si vous le voulez bien, de la constatation du bouillonnement actuel qui agite le petit monde sociologique, des fissures, craquelures et autres fractures épistémologiques qui font éclater notre vernis scientifique.

Car si la position minimaliste – « déterminer le fait a en soi une portée politique » – séduit encore et à juste titre de nombreux adeptes, si elle n'est pas contestée sur le plan du fait, elle l'est par contre sur le plan politique. Elle est loin de satisfaire quantité de sociologues dérangés par le désir d'action, par le désir du pouvoir lié à l'action, par le désir de modeler les événements, les structures sociales, le mouvement social.

Certains d'entre eux, tout en refusant de devenir de simples techniciens-sociologues-conseils au service des pouvoirs établis, ont expérimenté d'autres modèles de travail sociologique. Ils ont préféré se salir les mains, fût-ce légèrement, plutôt que de contribuer à l'édification d'une sociologie qui, à force de vouloir garder ses mains bien propres, finirait par ne plus en avoir, pour reprendre une idée avancée à Paris par Daniel Bertaux.

Les uns et les autres, venus d'horizons divers et animés par des idéologies parfois très éloignées, participent chacun à sa façon et dans son champ scientifique, à l'élaboration d'une « *socialanalyse* » aux ambitions scientifiques et cliniques. Une socialanalyse dont le rapport à la sociologie serait du même ordre que celui de la psychanalyse à la psychologie. Une socialanalyse dont le rapport aux systèmes sociaux serait du même ordre que celui de la psychanalyse aux systèmes individuels. Une socialanalyse non réduite au seul courant d'inspiration révolutionnaire animé voici quelques années par nos collègues Lapassade et Lourau. Une socialanalyse qui puisse se vouloir et s'affirmer « évolutionnaire », et que je vois proliférer dans au moins cinq autres directions : l'intervention socio-psychanalytique préconisée par Gérard Mendel, l'intervention socio-psychologique inspirée par Kurt Lewin et reprise par Max Pagès, l'intervention socio-analytique imaginée par Elliott Jacques, l'intervention socio-organisationnelle élaborée par Michel Crozier, l'intervention socio-historique prônée par Alain Touraine.

L'évolution intellectuelle des deux derniers chercheurs cités, je l'ai déjà dit, est symptomatique de la métamorphose du travail scientifique en gestation au sein du champ des sciences de l'homme, en particulier de la sociologie : Michel Crozier et Alain Touraine voient tous deux dans le développement des capacités relationnelles et institutionnelles des groupes, organisations et mouvements sociaux un des objets du travail sociologique.

On le constate sans peine : ce travail sociologique – travail de socialanalyse – est tout autre chose que la mécanique application de trompeuses « socio-techniques », comme l'avait souligné Raymond Ledrut lors d'un colloque de l'ASLF à Paris en 1981. Il s'agit d'un type d'intervention où le socioanalyste, par le choix d'une attitude d'« implication contrôlée » (J. Maisonneuve) ou de « distanciation empathique » (se distancer sans s'exclure, comme nous l'a proposé E. Morin lors du même colloque), s'efforce d'échapper à deux tentations permanentes et contraires : celle d'une distanciation absolue et celle d'une immersion totale.

Ce type d'action n'échappe pas, nul sociologue digne de ce nom ne peut l'ignorer, à des choix d'ordre idéologique. En effet, l'intervention du socioanalyste est, implicitement ou explicitement, le plus souvent orientée vers l'initiation d'un certain changement. A cet égard, le socioanalyste peut osciller entre deux types d'action :

1) une action « orthopédique » ou « normalisatrice », dominée par le souci d'adaptation, de rectification : il s'agit d'ajuster les individus et les groupes à des systèmes relativement stables, donc à éviter ou à réduire autant que possible les ruptures d'équilibre ; l'accent est alors mis sur le contrôle personnel, sur l'efficacité du système dit « sociotechnique » ;

2) une action « démiurgique » ou « déstabilisatrice », plus ambitieuse et aventureuse, qui se déploie volontiers dans les périodes et les situations de déséquilibre, en visant initialement à les accentuer ; fondée sur l'affectivité, sur la spontanéité (provoquée ?), sur le « happening », elle tend à rendre « socio-énergétique » le système en cause – si vous me permettez cette image inspirée de la vogue du modèle bio-énergétique en psychologie.

Paradoxalement, ces deux tendances, que tout paraît opposer, ont un trait commun : l'une et l'autre développent, au moins occultement, une relation d'emprise sur les sujets ou groupes, sans trop se soucier de savoir si les objectifs visés correspondent ou non aux attentes de la base. Qu'il s'agisse d'ajustement ou de révolution, le pouvoir demeure aux mains des agents d'intervention, prêts à manipuler la situation et les personnes afin d'atteindre leurs objectifs.

Personnellement, je me prononcerais donc, pour cette raison, en faveur d'actions du troisième type, c'est-à-dire à caractère « *maïeutique* » qui viseraient essentiellement à aider les systèmes sociaux à s'approprier leur développement par l'élucidation de leurs rapports internes et externes, par le dévoilement de leurs modes de fonctionnement, par la reformulation des questions des acteurs (en échappant de la sorte à ce double écueil sur lequel viennent buter tant de jeunes chercheurs enthousiastes : soit l'acceptation pure et simple des questions formulées par les acteurs, soit l'imposition forcée des questions du sociologue). Dans cette option idéologique, le socioanalyste tendrait à assumer un rôle de médiation vers un nouvel équilibre ou vers une nouvelle prise de conscience en s'interdisant de peser lui-même sur les décisions, ni inversement de contribuer à entretenir l'incertitude. Sociologue « compréhensif » il s'efforcerait d'accroître la « compréhension autonome »<sup>5</sup> des sujets-acteurs sociaux, leur capacité d'autogérer les forces désoccultées par leur intervention, il contribuerait, pour reprendre le message imagé de l'un de nos collègues venu de l'Est, à l'élaboration de « la science et la praxis de la néguentropie sociale ».

#### *Cinquième piste. Du côté de la profession : une pluralité de modèles*

Le socioanalyste n'est qu'une variété de sociologue parmi d'autres. Heureusement pour nous et pour notre société, il existe et continuera d'exister une pluralité des modèles de sociologies.

---

<sup>5</sup> A propos de cette « compréhension autonome », cf. J.P. Dupuy et Jean Robert, *La trahison de l'opulence*, Paris, PUF, 1976, pp. 73 et ss.

La sociologie appliquée – dans ses différentes versions, dont la socialanalyse ne constitue qu'un cas particulier – ne pourra jamais supplanter l'indispensable sociologie fondamentale. Mais celle-ci commettrait une erreur si elle ignorait l'avenir probable de celle-là.

La profession de sociologue – réjouissons-nous en – est multidimensionnelle. Le jour où elle cessera de l'être, le « Meilleur des Mondes » aurait vraiment des allures de 1984...

Multidimensionnelle, elle l'est par les fonctions à remplir, les rôles à assumer, les carrières à construire, les tâches à accomplir. Les quatre se recouvrent d'ailleurs très largement.

Pluralité des fonctions : le sociologue peut être défini comme producteur de savoir, agent de prise de conscience de contradictions interpersonnelles, de conflits collectifs, détecteur de mouvements sociaux, analyseur, « accoucheur d'un ordre qualitativement différent » (Ellul), « descripteur du changement et des mutations » (Balandier), etc.

Pluralité des rôles : le sociologue peut jouer le rôle de chercheur, conseiller, acteur, critique, analyste, éducateur, etc.

Pluralité des carrières : le sociologue peut faire carrière dans la recherche, l'enseignement, la gestion, l'animation, etc.

Pluralité des tâches : le sociologue peut accomplir des tâches qui vont de l'évaluation des risques contenus dans tout processus de changement (J. Ellul) à l'attribution de sens à la société contemporaine (G. Balandier) en passant par l'élaboration de scénarios concernant l'évolution du système social (J. Remy) ou l'aide aux prises de conscience sociales.

Quel défi, et que de tâches ! Permettez-moi seulement, au vu de tout ce travail qui va exiger de nous une énergie et des moyens considérables, de revenir quelques instants sur le problème lancinant des rapports entre sociologie fondamentale et sociologie appliquée.

En fait, loin de s'opposer l'un à l'autre, le sociologue critique et le sociologue clinicien devraient comprendre que leurs identités sont moins contradictoires que complémentaires. La sociologie a besoin de ses deux jambes pour marcher et progresser.

Voici quelque temps, notre président d'honneur, Georges Balandier, a assumé et résumé avec sa clarté coutumière la vocation des sociologues :

*« ils disent aux sociétés ce qu'elles sont, au-delà de leurs apparences et de leurs illusions. Ils montrent qu'il y a toujours, dans notre société, un espoir pour la liberté, une chance pour une action collective plus consciente et moins résignée ».*

Ce qu'il dit pour la société est vrai pour n'importe quelle partie de celle-ci : institution, organisation, groupe, etc.

Mais là où la sociologie critique « dit » à la société ce qu'elle est, le socioanalyste tel que je le conçois préférera « aider » les sociétés ou les parties de celles-ci – institutions, organisations, groupes, etc. – à dire leur vérité ou à produire leur vérité. Les deux attitudes ont leur cohérence. Elles sont complémentaires, plus que contradictoires. Peut-être pourrions-nous émettre le vœu sincère, sinon d'un rapprochement, du moins d'un meilleur dialogue entre elles.

*Sixième piste. Du côté de la formation : la sociologie appliquée*

Peut-être cela pourra-t-il être réalisé par le truchement d'une nouvelle orientation dans la formation des sociologues, sixième et dernière piste que j'ai prévu de vous ouvrir.

La formation des sociologues au sein des universités est dans l'ensemble demeurée très traditionnelle : les pesanteurs sociologiques – ô paradoxe – y paraissent encore plus prégnantes qu'ailleurs.

En général, elle est articulée autour de deux axes au prestige affirmé : le juridique et l'institutionnel d'une part, la mathématique et la statistique d'autre part. Point, ou quasi pas, de psychologie, ni de psychosociologie. Beaucoup de théorie, très peu de pratique.

L'« effet pervers » de cette situation est que la production de sociologues se fait en vase clos. Un circuit fermé, un cercle vicieux : les « sociologues » (?) ainsi « formés » n'envisagent leur future carrière que dans la recherche, et éventuellement dans l'enseignement. Travailler dans une entreprise industrielle, voire même dans une administration, serait déchoir, pire même : se salir les mains, se compromettre, être « récupéré » (le grand mot lâché, qui ne veut rien dire... si ce n'est sur les fantômes du sociologue-acteur refoulé). Toutefois, lorsque le « licencié en sociologie » ira avec son beau diplôme aux signatures encore fraîches à la recherche d'un premier emploi, quelle expérience va-t-il vivre ? Première visite, les instituts de recherche : aucune place « au cadre », ces instituts se rétrécissent comme des peaux de chagrin, premières victimes de la récession économique... et de leurs illusions mégalomanes des années 60. Deuxième visite, les administrations : « savez-vous animer une réunion ? », « avez-vous une expérience de formation ? » (combien de fois nos « licenciés » ne viennent pas nous demander, après avoir éprouvé leurs lacunes à cet égard, où acquérir une formation complémentaire en ces domaines... ?). Troisième visite, les entreprises industrielles : « nous avons besoin de sociologues, mais nous nous méfions de ceux que forme l'université, des théoriciens qui n'ont pas le sens des réalités ». Quatrième visite, hélas : le bureau de chômage...

Cette caricature à peine forcée du chemin de croix des « licenciés en sociologie » qui n'ont même pas le temps de devenir des sociologues licenciés dévoile tout le caractère *iatrogène* de la « formation » traditionnelle des sociologues : ils sont essentiellement « déformés », inaptes – sauf rares exceptions – au travail qu'ils souhaitent, ou qu'on leur a fait miroiter, ou plus simplement au travail qu'on leur propose.

Une révision déchirante s'impose. Nous avons constaté comment plusieurs sociologues non suspects de psychologisme (Michel Crozier et Alain Touraine notamment) mettent l'accent sur la nécessité de développer les capacités relationnelles et institutionnelles des individus, groupes, organisations, institutions et mouvements sociaux, et sur le rôle essentiel du sociologue dans cette perspective. Pour remplir ce rôle, il importe que la formation du sociologue comprenne un volet visant à développer les capacités relationnelles et institutionnelles du futur sociologue-analyste, ainsi que son sens et son expérience de la réalité sociale concrète, ou du moins que la possibilité lui en soit offerte.

Nul étudiant en sociologie n'est contraint de suivre de tels enseignements. Le sociologue critique, ou fondamentaliste, peut suivre son propre chemin – ce que beaucoup font, car le trajet leur paraît à la fois physiquement moins exigeant, socialement plus gratifiant, psychologiquement moins dérangeant (la hantise des mains sales demeure vivace). Pourtant je demeure persuadé que tous les sociologues fondamentalistes, ou à peu près tous auraient intérêt à participer aux enseignements de sociologie appliquée. Le nouveau programme permet au sociologue qui le souhaite de se préparer à la socianalyse, à devenir un « *agent de changement* », cette expression signifiant qu'il aidera les personnes, groupes, organisations et mouvements qui le désirent à *changer dans la mesure et dans la voie définies par eux* avec le concours du socioanalyste.